

À son tour, le Liban va évaluer les risques liés au BlackBerry

Téléphonie Après la récente décision des Émirats arabes unis (EAU) et de l'Arabie saoudite de suspendre certains services du BlackBerry, le gouvernement libanais a annoncé hier qu'il allait entamer des négociations avec le constructeur canadien concernant les risques éventuels liés à l'usage du célèbre téléphone multifonctions.

Bachir EL-KHOURY

On s'y attendait. La vague d'interdictions des BlackBerry qui a pris une ampleur particulière cette semaine dans les pays du Golfe a finalement atteint le Liban. Ou presque.

Selon des informations rapportées hier par l'agence Reuters, le gouvernement libanais aurait en effet pris la décision d'engager dès la semaine prochaine des pourparlers avec Research in Motion (RIM), le fabricant du BlackBerry, pour étudier les risques éventuels concernant la sécurité du BlackBerry.

« Nous étudions le problème aussi bien du point de vue de la technique que du service, mais aussi sous les aspects économique, financier, légal et sécuritaire », a ainsi déclaré hier le président par intérim de l'Autorité de régulation des télécoms (ART), Imad Hobballah, à Reuters.

Selon l'AFP, cette mesure n'est toutefois pas liée à la récente décision des Émirats arabes unis (EAU) et de l'Arabie saou-

dite de suspendre les services de BlackBerry.

Ceci est notamment « dû à l'augmentation des problèmes de sécurité au sein des réseaux de télécommunications », a indiqué l'agence, citant le président par intérim de l'ART. Ce dernier faisait référence à l'arrestation au cours des dernières semaines de trois employés travaillant dans le secteur de la téléphonie mobile, soupçonnés de collaboration avec l'État hébreu.

« Je ne doute pas de la capacité du BlackBerry de protéger la sécurité des communications. La question porte sur l'accès des autorités (libanaises) aux données (des communications via BlackBerry) tel que stipulé dans la loi », a-t-il précisé.

Nahas à l'OLJ : « Il est prématuré de parler d'interdiction »

Contacté par *L'Orient-Le Jour*, le ministre des Télécoms, Charbel Nahas, a confirmé ces propos, écartant toutefois de manière implicite une éventuelle

interdiction définitive des services BlackBerry au Liban. « Il est encore prématuré de parler d'interdiction », a-t-il affirmé, soulignant que l'initiative prise par l'ART d'engager des pourparlers avec le constructeur canadien s'inscrit désormais dans le cadre des démarches similaires entreprises par les autorités de contrôle des télécommunications ailleurs dans le monde. Celles-ci tentent d'obtenir une dérogation au système de cryptage, particulièrement sûr, de ce téléphone multimédia très en vogue.

Les appareils de RIM présentent en effet un niveau de cryptage des données supérieur à la plupart des « smartphones », rendant très difficile la surveillance de leurs utilisateurs. Cela a exacerbé à l'échelle mondiale les craintes liées à la sécurité nationale, mais a également soulevé des questions d'ordre culturel, notamment dans des pays comme l'Arabie et les Émirats, où l'accès aux sites pornographiques ou présentant des

images dénudées est censuré.

« Contrairement aux États-Unis ou à certains pays européens, qui ont réussi à convaincre la compagnie canadienne de leur accorder le code permettant de décrypter les messages, les Émirats et l'Arabie ont obtenu une fin de non-recevoir à leur requête », d'où leur décision d'interdire ces services sur leurs territoires, a indiqué Nahas à *L'Orient-Le Jour*.

Et si le Liban n'obtenait pas gain de cause ? « Nul besoin d'anticiper », a rétorqué le ministre des Télécoms, ajoutant que le Liban prendra en compte les intérêts des utilisateurs et les avantages, en termes de productivité, du BlackBerry.

Rappelons enfin que l'Arabie saoudite a décidé d'interdire le service de messagerie instantanée du BlackBerry à compter d'aujourd'hui, emboitant le pas aux Émirats qui ont décidé dimanche de suspendre à partir du 11 octobre prochain certains services du téléphone multifonction.



Parallèlement, l'Inde a également menacé au cours des derniers jours de recourir aux mêmes mesures. D'après *The Economic Times*, le constructeur canadien aurait accepté de fournir aux services de sécurité indiens l'accès au code utilisé

pour décrypter les courriels sous quinze jours et de leur donner accès dans les mois suivants au contenu des messageries instantanées. Faux, a répliqué RIM, expliquant que des discussions confidentielles étaient en cours, mais que rien n'était décidé.